

09 SEP. 2024



CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
représenté(e) par ROUILLAUD Jérôme
62 CHEMIN DU VIADUC PONT DE L'ARC
13098 AIX-EN-PROVENCE

Direction Générale Adjointe des Services Grands
Projets Urbanisme Foncier
Département Aménagement et Urbanisme
Direction de l'Urbanisme Réglementaire

Dossier n° PC 13 001 24J0106

SVE

Monsieur,

Suite à la demande de Permis de Construire référencée en marge, j'ai l'honneur de vous transmettre l'arrêté municipal.

Dans le cadre de l'exécution de votre chantier, nous vous invitons à respecter la Charte du Bien de Construire à Aix en Provence que vous pourrez retrouver dans son intégralité sur le site interne de la ville (<https://www.aixenprovence.fr/Charte-du-bien-construire-a-Aix-en-Provence>).

Au préalable de votre ouverture de chantier un rendez vous avec les Services de la Ville (Direction Gestion de la Voirie) doit être sollicité afin d'évaluer collectivement les impacts et de vous engager sur la nécessaire gestion responsable de votre chantier.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Jean-Louis VINCENT,
Adjoint au Maire,
délégué à l'Urbanisme et
à l'Aménagement du Territoire

Demande déposée le 15/05/24	N° PC 13 001 24J0106
Par : CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	1545
Demeurant à : 62 CHEMIN DU VIADUC PONT DE L'ARC 13098 AIX-EN-PROVENCE	
Représenté par : ROUILLAUD Jérôme	Surf.PI 0 m²
Pour : Création d'un mur de vitesse	Nbre de Logt(s): 0
Sur un terrain sis à 62 CHEMIN DU VIADUC PONT DE L'ARC : 13080 AIX-EN-PROVENCE	Service Public ou d'intérêt collectif
Parcelle(s) EW 0156	

LE MAIRE D'AIX EN PROVENCE

Vu la demande de permis de construire susvisée ,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.424-1 et suivants, R.424-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 juillet 2015, ayant fait l'objet de modifications et de révisions allégées successives,
Vu l'ensemble des dispositions des articles de la zone UM du règlement du Plan Local d'Urbanisme de la Commune,
Vu l'Arrêté Préfectoral en date du 27 juin 2012, instaurant sur la Commune d'Aix-en-Provence un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Retrait et Gonflement des Argiles,
Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, modifiée et complétée par la loi du 25 février 1943,
Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22/07/2024,
Vu l'avis favorable de la commission communale pour l'accessibilité des établissements recevant du public en date du 11/06/2024,
Vu l'avis du SDIS, commission de sécurité, en date du 03/07/2024,
Vu la consultation de la Métropole Aix Marseille Provence, DGD Cadre de Vie et Cycle de l'Eau en date du 28/08/2024,

Considérant que le projet prévoit la création d'un mur de vitesse.

ARRETE

Article 1 - Le permis de construire EST ACCORDE pour le projet décrit dans la demande sus-visée (cadre 1) et avec les surfaces figurant au cadre 2.

Article 2 - Les prescriptions contenues dans le règlement du PPR ARGILES visé ci-dessus, devront être rigoureusement respectées.

Article 3 - Avant tout commencement de travaux, le pétitionnaire devra prendre contact avec la direction gestion voirie afin de définir les autorisations à solliciter et à obtenir pour la réalisation des travaux.

Ces autorisations concernent:

- l'accessibilité et la desserte du chantier et notamment les arrêtés de circulation et de stationnement éventuellement nécessaires compte tenu des restrictions de tonnage et de gabarit existantes sur la zone de travaux.
- l'occupation éventuelle du domaine public dans le cadre de la réalisation des travaux (création d'accès provisoire ou définitif, création ou modification de réseaux, palissade, échafaudage, bennes, goulottes, bungalow, dépôts de matériaux, alimentation électrique du chantier...).
- le montage et l'utilisation de grues ou de tout engin de levage.

Article 4 - Prescriptions architecturales : Les prescriptions émises par l'architecte conseil de la ville devront être respectées au regard de l'article UM 11 :

« - Plantations à réaliser en complément de la haie végétale existante (cyprés) : cyprés de taille adulte pour assurer la continuité paysagère, mais aussi des arbustes d'essences rustiques et locales,

- Les matériaux, teintes, finitions et mises en œuvres seront à valider sur échantillons préalables et in situ. Nous conseillons des finitions mates et des teintes naturelles, un peu sombres et rompues pour assurer la meilleure intégration au site. ».

Article 5 - Le projet situé en secteur 5 (zone pluviale) devra respecter les dispositions de l'article 2 titre 3 du PLU en matière d'assainissement pluvial.

Article 6 - L'application stricte des prescriptions énoncées ci-avant constituera une des clauses suspensives de la délivrance de l'attestation de non opposition à conformité.

Aix en Provence, le

09 SEP. 2024

CERTIFIE TRANSMIS CE JOUR SOUS PREFET
DE L'ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE
Le présent arrêté est exécutoire à compter de sa réception

AIX EN PROVENCE, le

10 SEP. 2024

JEAN-LOUIS VINCENT

Adjoint au Maire

Délégué à l'Urbanisme et à l'Aménagement du Territoire

Jean-Louis VINCENT,
Adjoint au Maire,
délégué à l'Urbanisme et
à l'Aménagement du Territoire

Arrêté affiché en mairie

le 10 SEP. 2024

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

-CARACTERE EXECUTOIRE D'UNE AUTORISATION : Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- dans le cadre d'une coupe et abattage d'arbres vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

-COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire. Copie de la présente lettre doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

-DUREE DE VALIDITE : Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la date à laquelle une autorisation de permis ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenues. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

-DROITS DES TIERS : Une autorisation est acquise **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

-OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

-DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pourrez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pourrez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



MINISTÈRE DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches- du-Rhône

Dossier suivi par : GAVUZZO Violaine
Objet : demande de Plat'AU - PERMIS DE CONSTRUIRE

Numéro : PC 013001 24 J0106 U1301
Adresse du projet : 62 Chemin du Viaduc (mur escalade) 13080
AIX-EN-PROVENCE
Déposé en mairie le : 15/05/2024
Reçu au service le : 22/05/2024
Nature des travaux: Aménagement d'espaces publics

Demandeur :
CREPS PROVENCE ALPES CÔTE
D'AZUR CREPS PROVENCE ALPES
CÔTE D'AZUR représenté(e) par
ROUILLAUD Jérôme
62 CHEMIN DU VIADUC
PONT DE L'ARC

13098 AIX-EN-PROVENCE

Cet immeuble n'est pas situé en (co)visibilité avec un monument historique. Par conséquent, les articles L621-30, L621-32 et L632-2 du code du patrimoine ne sont pas applicables et ce projet n'est pas soumis à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.

Cependant, ce projet appelle des recommandations ou des observations au titre du respect de l'intérêt public attaché au patrimoine, à l'architecture, au paysage naturel ou urbain, à la qualité des constructions et à leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant :

Ce projet n'appelle pas d'observation au titre des abords. L'architecte des bâtiments de France laisse le soin à l'autorité compétente de finaliser l'instruction de ce dossier.

Fait à Marseille



Signé électroniquement
par Carine DE NAUROIS
Le 22/07/2024 à 18:12

L'Architecte des Bâtiments de France
Carine DE NAUROIS

ANNEXE :

Pavillon de Cormis situé à 13001|Aix-en-Provence|avenue de la Fourane ; 13001|Aix-en-Provence|quartier des Fenouillères.



**COMMISSION COMMUNALE POUR
L'ACCESSIBILITÉ DES
ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU
PUBLIC**

**Procès Verbal de la séance en
date du 11 Juin 2024**

DGAS Vie Citoyenne et Proximité
Direction Santé Publique et Handicap
Service Handicap et Promotion de la Santé

OBJET : PC 13 001 24J0106

Demandé par	CREPS représenté(e) par Monsieur Jérôme ROUILLAUD
Adresse	62 Chemin du Viaduc
Date de dépôt	22/05/24
Reçu CCA	22/05/24
Nature des travaux	Construction neuve
Catégorie	5 L

Textes Applicables

Code de la Construction et de l'Habitation : Art.L.111-7 à L.111-8-3 et R.111-19 à R.111-19-51
Code de l'Urbanisme : Art.L.421-1, L.425-3, R.425-15, R.431-30 et R.431-31
Arrêtés des 11 septembre 2007, 8 et 15 décembre 2014 et 20 avril 2017

Avis de la commission après examen du dossier inscrit à l'ordre du jour de la réunion

Favorable

Prescription ou motifs (au sens des art. R.162-9 et R.169-10 du CCH et des arrêtés susvisés)

Courrier arrivé le :

14 JUIN 2024

Direction de l'Urbanisme



ATTESTATION DE CONFORMITÉ : A l'issue des travaux soumis à permis de construire, le maître d'ouvrage fait établir, par une personne de son choix répondant aux conditions fixées à l'article R. 111-19-27 du CCH, une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables, compte tenu, le cas échéant, des dérogations accordées. Le maître d'ouvrage adresse cette attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai de trente jours à compter de la date d'achèvement des travaux. L'attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue à l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme.

La Commission rappelle les dispositions de l'article L 111.7 du Code de la Construction et de l'Habitation : « Les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux d'habitation, qu'ils soient la propriété de personnes privées ou publiques, des établissements recevant du public, des installations ouverte au public et des lieux de travail, doivent être tels que ces locaux et installations soient accessibles à tous, et notamment aux personnes handicapées, quelque soit le type de handicap... » et de l'article L.152-4 du même Code: « Est puni d'une amende de 45 000 € le fait pour les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution des travaux, de méconnaître les obligations imposées notamment par l'article L.111-7 et le règlement pris pour son application ou par les autorisations délivrées en conformité avec leurs dispositions... ».

**Le Président de la Commission,
Laurent DILLINGER,
Adjoint au Maire**



2718

Groupement Est
SDIS13

Bouc-Bel-Air, le 03/07/2024

Service PREVENTION

Le chef du service prévention
du Groupement Est
SDIS13

MAIRIE AIX EN PROVENCE

SERVICE COURRIER

N° MAARCH :

565438

ARRIVE LE 08 JUIL. 2024

ENREGISTRE INFORMATIQUEMENT

à

Mairie de AIX EN PROVENCE

Courrier arrivé le :

- 8 JUIL. 2024

Direction de l'Urbanisme

Objet : Votre correspondance en date du 03/06/2024

N° dossier : PC1300124J0106 - CREPS - MUR D'ESCALADE - **Installation Ouverte au Public**

Affaire suivie par : Jerney VINCENT

Bonjour

Votre demande ne concerne pas le service prévention, il appartient au service instructeur de saisir l'autorité compétente.

*Pour le Chef du Groupement Est
du Service d'Incendie et de Secours
des Bouches du Rhône
Le Chef du service prévention*

Capitaine DEPINOY

P/O L. BENOIT

